

Pas à pas, des élus retissent un lien avec les publics fragiles

Des députés marchent avec des personnes à la rue ou des jeunes issus de l'aide sociale à l'enfance (ASE).

Ces temps de partage intimes sont organisés par Les Oubliés de la République, association née en 2023 pour créer des liens entre élus et publics vulnérables.

Adjointe au maire de Meudon, chargée de l'éducation durant quinze ans, Virginie Lanlo (UDI) eut à accompagner des parcours familiaux compliqués. «*Maintenant que je suis députée, je veux garder les pieds sur terre, rester au contact de la vie des gens*», explique la parlementaire rattachée au groupe Renaissance. Mercredi 21 février, Virginie Lanlo a marché durant une heure avec Madiba, un étudiant originaire du Bénin, arrivé en France à 9 ans «*avec une tata*», avant d'être abandonné puis pris en charge par l'aide sociale à l'enfance (ASE). «*Pour les politiques, les enfants placés entrent dans la case faits divers, quand il y a un drame. Mais jamais dans la case politique. Là on prend le temps de parler un peu en profondeur*», explique le jeune homme qui prépare une formation d'avocat.

«On raconte sa vie et après, on se retrouve seul avec ses fragilités. Mais là, il y a eu de vrais échanges, des moments très forts.»

Une vingtaine d'élus ont déjà participé à cette expérience «*Chaque pas compte*» lancée l'été dernier par Les Oubliés de la République. Fondé par le lobbyiste Gaëtan de Royer, le collectif se donne comme mission de renouer le lien entre les politiques et les personnes vulnérables, vivant dans la rue, issues de la prostitution ou sortant de prison. «*L'idée de ces rencontres est de casser les référentiels habituels*, souligne Gaëtan de Royer. *La marche permet une rencontre en profondeur pour éclairer le débat public et renforcer l'estime de soi des oubliés.*»

La députée LFI de Paris Danielle Simonnet fut l'une des premières



La députée Danielle Simonnet a suivi Christophe, un SDF, dans son quartier de l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, à Paris. Les Oubliés de la République

élues à tenter l'expérience en juillet 2023. Une heure à l'écoute de Christophe, SDF, qui la guida dans son quartier de l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas. «*Il est très fort, témoigne la députée. J'ai été marquée par l'optimisme, la fierté de Christophe qui m'a parlé de ses joies quotidiennes.*» Cette élue de terrain familière des réseaux militants a aussi apprécié ce pas de côté. «*Ça ne changera rien à mes combats, mais Christophe, par exemple, n'est pas pour le RSA. C'est bon à entendre.*»

Les Oubliés de la République font le pari pédagogique de

«*déprotéger*» les politiques et «*d'armer*» les vulnérables. Ils organisent pour cela des ateliers d'écriture pour ces derniers et des rencontres, comme cette soirée qui a réuni, mardi 13 février, jeunes issus de l'ASE et députés. Dans la salle Lamartine, dans le sous-sol d'un bâtiment parlementaire, s'est formé un premier cercle d'une vingtaine de participants qui ont lu à tour de rôle quelques phrases écrites sur le thème de leurs 18 ans, des témoignages poignants d'enfants placés qui, au-delà de la diversité des parcours, disent tous les angoisses qui accompagnent, à

leur majorité, la sortie de l'ASE. Se prêtent au jeu, avec plus ou moins d'aisance, une dizaine d'élus dont Mathilde Panot (Insoumise), Pierre Dharréville (communiste), Isabelle Santiago (socialiste).

Passé une première heure plutôt spontanée, la soirée glisse vers des postures plus politiques, illustrant la difficulté de casser les codes dans un cadre plus institutionnel. L'offre des Oubliés de la République ne fait, pour l'instant, pas recette à droite. «*Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé*», regrette Gaëtan de Royer. Le lobbyiste ne désespère pas. L'entreprise est en-

core récente et l'enjeu qualitatif impose d'avancer avec prudence. Chaque binôme de marcheurs s'engage d'ailleurs à respecter des règles de discrétion et est invité à inscrire l'expérience dans la durée. Anniela, 23 ans, elle aussi enfant placée, a marché en janvier avec le patron du PS, Olivier Faure. Ils doivent renouveler l'exercice dans les semaines à venir.

«*J'étais assez sceptique*», reconnaît la jeune femme, engagée pour la cause de l'enfance et parfois un peu lasse. «*On raconte sa vie et après, on se retrouve seul avec ses fragilités. Mais là, il y a eu de vrais échanges, des moments très forts*», dit Anniela, qui a offert à Olivier Faure un livre de l'abbé Pierre. Danielle Simonnet promet pour sa part de rappeler prochainement Christophe. La deuxième marche aurait dû avoir lieu cet automne mais la députée, victime d'une double fracture à la cheville, a passé quatre mois dans le plâtre. «*Quand on marche, c'est sans urgence*», philosophe l'élue parisienne.

Bernard Gorce

repères

Lobbying citoyen

À l'origine des Oubliés de la République, une série de podcasts réalisés durant la campagne présidentielle de 2022 pour promouvoir la parole des publics fragiles (www.oubliesrepublique.fr).

L'association est ensuite créée

en septembre 2022 par le lobbyiste Gaëtan de Royer, avec plusieurs partenaires associatifs dont Aux captifs la libération, Entourage, etc. Gaëtan de Royer, qui dirige un cabinet de conseil, est bénévole au sein de The Good Lobby France (www.thegoodlobby.fr), un collectif qui s'est donné pour mission de développer la participation démocratique.

À l'été 2023, est lancée l'expérience Pas à pas qui consiste à faire marcher ensemble un élu et une personne vulnérable.

L'association intervient dans le débat politique, notamment en soutenant une proposition de loi visant à décompter les personnes vivant à la rue, adoptée au Sénat le 24 janvier 2024.